



Dépistage du COVID-19 en Belgique : les autorités ignorent le corps médical et les patients

Manque de respect: tel est le ressenti des médecins et pharmaciens biologistes cliniques, des technologues des laboratoires médicaux et des infirmiers, face à l'attitude des autorités vis-à-vis du combat quotidien et des efforts presque surhumains qu'ils déploient dans le cadre de recherches de haut niveau visant à dépister l'agent pathogène du COVID-19.

Dépistage de l'agent pathogène du COVID-19 : mise à l'écart des laboratoires de biologie clinique agréés

Bien avant que la crise du COVID-19 ne soit déclarée pandémie, les laboratoires de biologie clinique agréés se sont pleinement employés à rassurer les citoyens ou à identifier les patients infectés du Coronavirus dans les plus brefs délais. 45 de ces laboratoires sont prêts et qualifiés pour élargir leur capacité en fonction des besoins. Pour affronter la crise sanitaire actuelle, plusieurs laboratoires ont déjà investi dans une capacité supplémentaire et se tiennent prêts à réaliser d'autres investissements.

Aussi, quelle ne fut pas la stupéfaction de tous les acteurs du secteur lorsque la semaine dernière, la presse a annoncé que les tests SARS-CoV-2 seraient effectués non pas par les laboratoires de biologie clinique agréés mais par les laboratoires de l'industrie pharmaceutique, sous prétexte d'élargissement des capacités.

Les biologistes cliniques avaient pourtant été satisfaits lorsque le ministre Philippe De Backer a annoncé que le nombre de tests passerait à 10 000 par jour. Jusqu'alors, les laboratoires de biologie clinique devaient se battre pour trouver suffisamment de matériel de prélèvement et des réactifs sur le marché mondial. Enfin, les autorités allaient les aider.

Malheureusement, l'annonce d'un élargissement de la capacité n'était manifestement qu'une manœuvre politique et commerciale. Ainsi, aucun contact n'a été pris avec les unions professionnelles des biologistes cliniques, ni avec la Commission de Biologie clinique compétente chargée de l'agrément et de la qualité des laboratoires, ni avec le Groupe de travail de Biologie clinique du Conseil technique médical à l'INAMI qui peut inclure les tests dans la nomenclature des prestations médicales, ni avec les laboratoires hospitaliers, ni non plus avec les laboratoires extrahospitaliers. Les laboratoires qui jusqu'à présent ont réalisé tous les tests de dépistage du COVID-19, ont été complètement ignorés, excepté le laboratoire de référence de Leuven. Par arrêté des pouvoirs spéciaux, tous ont été laissés-pour-compte.

Laboratoires éphémères

Tandis que les laboratoires de biologie clinique se donnent beaucoup de peine pour se procurer du matériel de prélèvement et des réactifs, les autorités en bloquent la livraison. De nombreux lots sont réservés alors qu'ils auraient pu servir à établir des diagnostics corrects pour les patients gravement malades et pour faire passer des tests aux résidents

et au personnel des maisons de repos et de soin (MRS) avec lesquels les laboratoires agréés collaborent depuis des années.

Ces laboratoires agréés sont aujourd'hui écartés sans préavis par des firmes industrielles et des collaborateurs qui ne satisfont pas aux exigences à remplir pour effectuer ces tests. Du temps et de l'argent sont gaspillés dans la mise en place d'une structure alternative et d'environnements techniques de laboratoire alors qu'un nombre suffisant de laboratoires agréés satisfaisant les conditions requises sont prêts à assumer la capacité supplémentaire nécessaire dans des délais beaucoup plus courts et avec du personnel qualifié ayant des années d'expérience dans les soins de santé reconnus par la loi. Mais il ne leur a pas été permis de trouver les ressources nécessaires. Comme les laboratoires industriels ont subtilisé le matériel de dépistage dont les laboratoires cliniques ont désespérément besoin, les patients habituels des laboratoires cliniques existants sont en grande difficulté et la pression aux portes des hôpitaux se fait plus forte encore.

Les biologistes cliniques sont inquiets et scandalisés par les développements politiques dans leur secteur. Par exemple, dans les MRS, les tests rapides d'antigènes sont distribués pour dépister le virus SARS-CoV-2 dont la plus-value est pour le moins limitée. De plus, aucun matériel de prélèvement adéquat n'est fourni, aucune manière de prélever les échantillons n'a été convenue ni aucune façon de continuer à collecter le matériel. Les accords financiers avec les laboratoires industriels ont déjà été conclus alors que les laboratoires agréés de biologie clinique sont encore dans l'incertitude concernant le remboursement INAMI des tests qu'ils ont effectués. En outre, l'INAMI et Sciensano soumettent ce remboursement à toute une série de conditions. Les laboratoires industriels n'ont pas à les remplir. En fait, ils obtiennent une position de monopole grâce aux pouvoirs spéciaux du gouvernement.

Respectez les professionnels des soins et les patients

Oui, nous avons été satisfaits de la capacité supplémentaire et du fait qu'on ait osé sortir des sentiers battus.

Non, nous ne comprenons pas que des laboratoires de biologie clinique agréés, des biologistes cliniques, des unions professionnelles représentatives, des commissions reconnues par la loi et leurs représentants aient été négligés.

Non, nous ne comprenons et n'acceptons pas que la capacité des tests requise soit confisquée aux laboratoires hospitaliers et extrahospitaliers. Nous n'avons aucune sympathie pour ceux qui sont responsables d'avoir laissé en plan les professionnels des soins dévoués qui ne lésinent pas sur les heures de travail, et leurs patients.

Ne soyez donc pas surpris que la confiance dans le gouvernement ait été fortement ébranlée.

Il faut espérer que les autorités et leurs nombreux ministres compétents se rendront compte à temps que l'on a grandement besoin de biologistes cliniques et de laboratoires de biologie clinique agréés pour lutter contre la pandémie belge de COVID-19.

Meilleures salutations,

Dr Henk Louagie
Secrétaire

Dr Jérémie Gras
Vice-Président

Dr Alin Derom
Président